

*Indemnité aux déposants—Loi*

Un milliard pour les banques et un milliard pour Dome. La somme de 600 millions pour Olympia & York, grâce au Little Egypt Bump et nous savons que 400 millions seront versés dans le cas de Boeing dont nous avons entendu parler aujourd'hui. Le gouvernement ne le cède à personne quand il s'agit de distribuer de l'argent aux sociétés et aux particuliers nantis au Canada. Il serait temps de commencer à nous occuper des gens et non simplement des grandes sociétés.

[Français]

**M. Gabriel Fontaine (Lévis):** Monsieur le Président, il me fait plaisir de continuer les représentations du député de Trois-Rivières (M. Vincent) et de mon collègue de Brampton-Georgetown (M. McDermid).

Ce qui me surprend aujourd'hui, c'est de voir l'opposition à ce projet de loi C-79, c'est d'entendre les représentations des libéraux. Je me demande ce qui se passe et pourquoi ils ont la mémoire si courte. On sait bien que ce qui a causé les problèmes de nos banques de l'Ouest, c'est ironique de le dire, mais c'est l'incurie et l'incompétence de nos prédécesseurs. Nos prédécesseurs ont permis la création de 70 nouvelles banques sans aucune législation appropriée. Alors, parmi ces 70 banques, certaines ont eu des difficultés que l'on connaît et c'est nous qui devons faire en sorte que l'incurie des libéraux soit corrigée.

Les libéraux ont énervé tout le pays par leur Programme national de l'énergie. Ils ont créé un état d'euphorie nationale. Tout le monde était énervé, tout le monde pensait à l'enrichissement subit et collectif. De cette façon, les entreprises se sont fondées avec des mauvaises structures de capital, ce qui veut dire que l'on a emprunté beaucoup plus que les mises de fonds qu'on faisait dans les entreprises; les banques sont devenues beaucoup plus libérales, comme le régime d'ailleurs. Elles ont trop prêté, ce qui a causé des problèmes, et ces problèmes-là, aujourd'hui, certaines banques doivent y faire face et le gouvernement également.

Ce même gouvernement avait fait en sorte que les entreprises se financent par l'inflation. Cela veut dire que quelqu'un qui avait un projet pouvait immobiliser, il savait que dans quelques années la valeur monétaire du projet serait plus élevée, alors il empruntait peut-être 100, 105 p. 100 du montant qu'il avait besoin, à cause du climat dans lequel on vivait sous l'administration libérale.

Aujourd'hui ils nous posent des questions concernant notre prise de responsabilité sur ce problème des banques de l'Ouest. Je voudrais avant de commenter notre propre prise de position leur demander s'ils se souviennent de leur implication dans les dernières années où ils étaient au pouvoir, de leur implication, dis-je, pour trois milliards et demi de dollars dans certaines entreprises, eux qui aujourd'hui se plaignent et nous posent des questions sur notre implication dans une situation de détresse qu'ils ont créée? Qu'est-ce qu'ils ont fait avec Consolidated Computer? Ils ont dépensé 125 millions de dollars des fonds publics. Qu'est-ce qu'ils ont fait avec la compagnie CCM—une compagnie qui faisait des bicyclettes? Ils ont dépensé 15 millions de dollars de nos fonds publics et de nos taxes. Qu'est-ce qu'ils ont fait avec la compagnie Maislin? Ils ont dépensé 32 millions de dollars de nos taxes. Qu'est-ce qu'ils ont fait avec la compagnie Massey-Ferguson? Ils ont dépensé 125 millions de dollars de nos taxes. Qu'est-ce qu'ils ont fait avec la compagnie de Havilland—la compagnie de Havilland dont ils se plaignent

aujourd'hui pour qui, nous, nous avons réussi à trouver une solution, à qui nous avons réussi à assurer une rentabilité, pour qui nous avons réussi à attirer un investisseur important? Eux pendant ce temps-là, ils ont dépensé 900 millions de dollars au niveau de la compagnie de Havilland. Qu'est-ce qu'ils ont fait avec la compagnie Canadair? Ils ont dépensé 2.1 milliards de dollars, et cela c'est avant les fameux subterfuges au niveau de la comptabilité de ces sommes, les subterfuges qui ont été découverts par le vérificateur général du Canada.

La réalité, monsieur le Président, avec ces quelques entreprises, ils ont dépensé aux dépens des contribuables canadiens 3.5 milliards de dollars. C'est de cette façon qu'ils ont accumulé pendant leur propre régime 200 milliards de dollars de déficit. Vous savez ce que cela veut dire, monsieur le Président, 200 milliards de dollars de déficit. Cela veut dire que lorsqu'on collecte \$1 de taxe sur notre budget de cette année, on doit dépenser 39c. pour payer les intérêts sur les dettes qui ont été accumulées par l'incurie de nos prédécesseurs, les libéraux.

Aujourd'hui, on doit œuvrer avec un budget limité et des besoins intenses sur des dépenses de 105 milliards de dollars. On doit y consacrer 45 milliards de dollars pour les affaires sociales et 25 milliards de dollars pour payer les intérêts qui sont la conséquence immédiate de l'incurie, de l'imprévoyance et de la non-capacité de nos prédécesseurs. Il nous reste 35 milliards de dollars pour administrer les autres ministères, monsieur le Président.

Parce que nous avons le sens des responsabilités, parce que nous voulons maintenir le climat de confiance, nous avons décidé de nous impliquer dans la situation bancaire des deux banques de l'Ouest du Canada. Nous avons décidé de faire en sorte que les Canadiens et les étrangers continuent d'avoir confiance dans notre système bancaire. Pourquoi les étrangers, monsieur le Président? Nous avons uniquement dans ces deux banques-là 113 millions de dollars de dépôts de banques étrangères.

Lorsqu'on sait que ces deux banques représentent 1 p. 100 de l'actif net des banques canadiennes, on peut nettement en conclure qu'il y a dans nos banques canadiennes au moins 15 milliards de dollars de fonds de banques étrangères. Et si on n'intervenait pas, on pourrait s'attendre à ce que certaines banques étrangères retirent leurs 15 milliards de dollars. Il ne faut jamais oublier que ces 15 milliards de dollars sont nécessaires dans notre système bancaire pour que nos propres banques puissent continuer à assurer des fonds de roulement équitables dans nos petites et moyennes entreprises. C'est là une des raisons de notre implication dans le système bancaire.

On sait aussi que nous avons eu des représentations à la Chambre, savoir qu'on devait aussi protéger une multitude d'épargnants tels que des municipalités, des groupes, des syndicats, etc. C'est un autre facteur qui a été pris en considération. D'autant plus, monsieur le Président, qu'on a le sentiment à l'intérieur de notre gouvernement d'appartenir à un pays qui a des assises nationales et qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique. C'est une chose que j'aimerais rappeler. Les libéraux ont oublié que dans la province de Québec, il y a quelques années, certaines banques ont connu des difficultés. Je veux mentionner les caisses d'entraide économique. Pendant que ces caisses d'entraide économique connaissaient des difficultés, que les Québécois ont dû payer, qu'est-ce que les libéraux ont fait? Ils